

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 19/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES SAS**

1, Chemin de la Mivoie  
B.P. 124  
76303 Sotteville-lès-Rouen

Références : UDRD-2024-06-T-449  
Code AIOT : 0005801366

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES SAS implanté 1, Chemin de la Mivoie B.P. 124 76303 Sotteville-lès-Rouen. L'inspection a été annoncée le 29/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le directeur de l'usine a informé l'inspection des installations classées le 27 mai 2024 que la pompe installée en Seine pour assurer les besoins en eau incendie n'était quasiment plus fonctionnelle. Une visite de l'inspection des installations classées a été diligentée sur site le 31 mai puis le 6 juin 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES SAS
- 1, Chemin de la Mivoie B.P. 124 76303 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005801366
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Multisol International Services (MIS), appartenant au groupe BRENNTAG, réalise des mélanges d'huiles minérales et d'additifs (tels que des améliorants de viscosité), et des opérations de conditionnement de ces produits pour le compte de ses clients. Elle assure également un stockage temporaire de ces produits sur son site.

### Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 10-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est vu prescrire l'installation de moyens de pompage en Seine par arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2021, moyens suffisamment dimensionnés en débit pour faire face à tout incendie sur le site. Or les dispositifs installés ne répondent pas au cahier des charges de l'exploitant et font l'objet d'un litige contentieux entre l'installateur et son sous-traitant.

Il s'avère qu'au cours d'un essai organisé le 24 mai 2024, la pompe ne débitait que 25m<sup>3</sup>/h au lieu des 395m<sup>3</sup>/h mesurés juste après l'installation et des 600m<sup>3</sup>/h théoriquement attendus.

Pour pallier cette avarie et afin de fournir un débit d'eau suffisant, l'exploitant et son prestataire ont installé en urgence une pompe immergée en Seine d'une capacité théorique de 1200m<sup>3</sup>/h et un groupe électrogène, lesquels équipements sont en location. En présence de l'inspection des installations classées, le débit d'eau délivré par l'installation provisoire a été mesuré le 6 juin 2024 atteignant 600m<sup>3</sup>/h sur le site. Ces moyens couplés au poteau incendie du site et aux poteaux incendie du réseau public permettent de répondre aux besoins en eau incendie calculés dans l'étude de dangers.

L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées sous un mois les mesures organisationnelles prévues pour la maintenance et les essais de démarrage de ces moyens installés provisoirement sur site. Il précisera également dès que possible les moyens définitifs et leur calendrier de mise en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 10-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pomperie en Seine
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Sous 6 mois</b> , l'exploitant dispose d'un moyen de pompage en Seine, même temporaire et suffisamment dimensionné en débit pour faire face à tout incendie sur son site.  Sous un <b>délai d'un an</b> , le dispositif de pompage en Seine est fixe et permanent. La liaison entre ce moyen de pompage fixe et le réseau incendie de l'usine est réalisée par des tuyauteries rigides dans un délai n'excédant pas 6 mois après l'installation du pompage fixe.  Le dispositif de pompage peut être déclenché en tout temps, et au plus tard à l'arrivée des pompiers sur le site, depuis une commande sur place ou à distance. Les capacités de pompages en Seine sont reliées à des raccords alimentant le site, adaptés aux équipements des pompiers. L'emplacement des raccords fait l'objet d'une validation préalable du SDIS.

Le bon fonctionnement et l'efficacité de ce dispositif de pompage sont garanties en permanence par l'exploitant (alimentation de secours en énergie, pompe de secours disponible, etc). Ces installations font l'objet :

d'un entretien régulier,

d'une maintenance préventive (dont des tests de bon fonctionnement de l'ensemble du dispositif),

de contrôles périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Constats :**

Afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2021, l'exploitant avait commandé auprès de son prestataire en sécurité incendie des moyens de pompage fixes, non immergés devant assurer un débit de 600 m<sup>3</sup>/h. L'installateur avait par ailleurs sous-traité l'ingénierie et la pose du matériel.

A la réception du dispositif, en mai 2023, il avait été mesuré un débit de 395 m<sup>3</sup>/h sur ces installations. Compte tenu de la présence d'un poteau incendie sur site, de 4 poteaux à proximité du site sur le réseau public délivrant chacun 60 m<sup>3</sup>/h, il avait été considéré que l'exploitant disposait théoriquement du débit requis d'après l'étude de dangers (630 m<sup>3</sup>/h), en attendant qu'une solution technique soit trouvée.

En effet, vu le débit non conforme à la commande, l'exploitant s'est retourné contre son prestataire qui lui-même a assigné en justice son sous-traitant. Début juillet 2023, un expert a été désigné par le tribunal. Plusieurs causes sont identifiées pouvant expliquer la non atteinte du débit souhaité, notamment le choix de la pompe, le nombre de coudes sur le circuit, entraînant au final trop de dépression. L'expertise judiciaire devrait rendre ses conclusions en septembre 2024.

Dans le cadre de cette expertise, le sous-traitant a souhaité vérifier au début du mois de mai 2024 si la crépine sur la pompe était bouchée, ce qui n'était pas le cas.

Le vendredi 24 mai, une mesure de débit a été réalisée avec un résultat de 25 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant estime que le démontage de la crépine serait à l'origine du dysfonctionnement des moyens de pompage.

L'exploitant a informé le SDIS et l'inspection des installations classées le lundi 27 mai.

Dans un premier temps, le prestataire de l'exploitant a proposé d'installer en mesure conservatoire un groupe électrogène et une pompe immergée de 350 m<sup>3</sup>/h.

Or, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier que les poteaux incendie internes et externes au site pouvaient délivrer simultanément les 280 m<sup>3</sup>/h complémentaires nécessaires.

Ainsi, une solution a été trouvée le 31 mai avec la proposition de mettre en place une pompe immergée d'un débit 1200 m<sup>3</sup>/h à 10 bar avec un groupe électrogène.

L'inspection des installations classées a participé à l'essai de mesure de débit de cet équipement provisoire en location le jeudi 6 juin.

La pompe immergée de 1200 m<sup>3</sup>/h alimentée par un groupe électrogène est raccordée au réseau existant par une tuyauterie flexible en aval de la pomperie fixe existante. Le démarrage de la

pompe se fait à partir d'un tableau électrique à proximité de l'apportement. Le réseau fixe (de l'ordre de 150m entre la pomperie et le site) est connecté à une clarinette sur le site, comportant 6 connexions .

Le débitmètre a été installé sur la connexion le plus excentré. Après démarrage de la pompe, il a été lu des valeurs oscillant entre 100 et 110 m<sup>3</sup>/h pour 1 bar sur une connexion. On en déduit un débit cumulé d'au moins 600 m<sup>3</sup>/h pour les 6 points de la clarinette.

Ces moyens associés à un poteau incendie du site permettent donc d'atteindre le débit requis par l'étude de dangers.

Les entreprises présentes pour cet essai ont été surprises d'une telle chute de débit par rapport aux caractéristiques théoriques de la pompe immergée (1200 m<sup>3</sup>/h). Ce retour d'expérience devra être pris en compte pour le dimensionnement des installations définitives.

L'efficacité de ce dispositif nécessite par ailleurs d'être testée régulièrement, notamment par des vérifications du démarrage du groupe électrogène.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant:

sous un mois, de préciser les mesures prévues pour tester la disponibilité et l'efficacité du dispositif installé provisoirement sur site. L'exploitant devra préciser dès que possible les moyens définitifs prévus et leur calendrier de mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Sans suite